



Pétition adressée aux autorités colombiennes

A envoyer à : Amnesty International France
76, boulevard de la Villette
75940 Paris Cedex 1

Maintien de l'ordre en Colombie : pour une réforme de la police nationale

Recours excessif à la force, usage disproportionné d'armes à létalité réduite, violences sexuelles et sexistes... la police nationale colombienne a durement réprimé les personnes qui manifestaient lors de la grève nationale de 2021. Personne ne devrait être arrêté, attaqué, torturé pour avoir manifesté. Nous demandons une réforme structurelle de la police nationale.

Le 28 avril 2021, des milliers de Colombiens sont descendus dans la rue pour revendiquer leurs droits dans le cadre d'une série de mobilisations suite à une proposition de réforme fiscale du gouvernement du président de l'époque, Iván Duque. Les forces de sécurité ont répondu par la force et ont gravement blessé des milliers de personnes et en ont tué des dizaines d'autres. Des armes létales ont parfois été utilisées et les armes dites à létalité réduite ont été utilisées de façon inappropriée : elles ont fait perdre la vue à plusieurs manifestant.e.s. La police colombienne a aussi infligé des violences sexuelles à des femmes et personnes LGBTI qui manifestaient pacifiquement.

Le gouvernement colombien doit mettre au point une réforme structurelle de la police nationale qui fasse de la protection et la garantie des droits humains le fondement de son action. Manifestez-vous en signant cette pétition pour appuyer notre demande internationale aux autorités colombiennes de réformer la police nationale. Manifester est un droit fondamental, défendons-le.

	NOM, PRENOM	CODE POSTAL	SIGNATURE
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			

Amnesty International France (AIF) traite les informations recueillies sur cette pétition de façon sécurisée afin d'interpeller les représentants des États à l'Assemblée générale des Nations unies et au Conseil des droits de l'homme. Le responsable de traitement des données est AIF, représentée par son Président, Jean-Claude Samouiller. Conformément aux réglementations en vigueur vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression, de restriction et d'opposition au traitement des données vous concernant. En signant cette pétition vous acceptez que vos données soient transmises aux représentants des États à l'Assemblée générale des Nations unies et au Conseil des droits de l'homme. Pour plus d'information sur le traitement de vos données, les mentions légales sont mises à votre disposition par nos équipes militantes